nécessaires dans la version anglaise, ils doivent aussi se trouver dans la version française. Si cette dernière ne comprend que l'idée de certitude, même avec la nuance apportée par le député de Gatineau, l'effet serait, comme je le disais tantôt, d'empêcher un comité de recommander l'avortement dans des cas où celui-ci serait vraiment nécessaire.

J'apprécie les dernières remarques du député de Gatineau, qui a dit qu'il ne s'opposait pas aux avortements nécessaires mais cherchait simplement à améliorer le texte de la disposition. Il me semble bien, cependant, que le texte de la version anglaise est satisfaisant et que la version française doit inclure les deux mêmes concepts, c'est-à-dire l'idée de certitude et l'idée de probabilité raisonnable, si je puis m'exprimer ainsi.

• (5:30 p.m.)

[Français]

M. Gaston Isabelle (Hull): Monsieur l'Orateur, on a décoché quelques traits contre moi, cet après-midi, relativement à la médecine, à la santé et surtout à la question de l'interprétation des mots «certainement» ou «probablement».

Je n'ai pas l'intention de parler longuement, mais j'espère qu'un jour les députés qui me font face pourront laisser à la postérité les discours qu'ils ont prononcés depuis quelques jours, et je crains bien qu'un de leurs descendants dise à sa mère: Il eût mieux valu pour lui qu'il ne fût jamais né.

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. L'honorable député de Lotbinière pose la question de privilège.

M. Fortin: Monsieur l'Orateur, étant donné que l'honorable député de Hull est médecin, je voudrais lui dire que grâce aux développements scientifiques, il est de plus en plus probable que, même une fois avorté, le fœtus vive et, à ce moment-là, les fœtus diront au parti libéral: Vous avez voulu que nous mourions et nous vivons.

M. Isabelle: Nous en avons des exemples quotidiens. (Rires)

Je voudrais éclairer un peu la Chambre sur le sens des deux textes. A mon avis, et à titre de médecin, s'il y a un des deux mots qui traduit bien la pensée de:

[Traduction]

... mettrait certainement ou probablement en danger...

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

[Français]

A mon sens, on devrait retrancher le mot «certainement», parce que la médecine demeure toujours un art et, aujourd'hui encore, il n'y a pas seulement que des maladies, mais aussi des malades. On peut opérer quelqu'un, aujourd'hui, dans des conditions normales, et si le patient meurt, on est incapable de déterminer, même à la lumière de l'autopsie, les raisons de la mort.

Alors, la médecine demeure encore un art. Il n'y a jamais de certitude en médecine et il n'y en aura jamais, car le médecin travaille sur l'homme, qui est sujet à des changements, et sur des cellules qui ne sont pas identiques chez tous les individus. La preuve en est le phénomène du rejet et il est impossible de greffer sur des victimes de brûlures graves la peau d'une autre personne. Il faut, au contraire, utiliser la peau du patient. Alors, cela veut tout simplement dire qu'il n'y a aucune certitude dans le domaine de la médecine et, par conséquent, on ne saurait inclure cela dans le texte d'une loi.

Et si l'on veut donner une définition juridique de la santé, on risque fort de se fourvoyer. Au fait, si les avocats ont souvent du mal à interpréter un texte de loi, comment parviendraient-ils à exprimer leurs vues sur la santé, alors qu'ils n'y connaissent rien.

Alors, qu'on laisse la loi aux avocats et aux législateurs et qu'on laisse la santé, et surtout sa définition, à la médecine. C'est aux médecins qu'il appartient de définir la santé et le bill a tenu compte de cette considération. Qu'on ne vienne donc pas nous dire que les médecins s'opposent à la mesure.

Une association de 25,000 médecins, qui comprend tous les médecins du Canada, soit la *Canadian Medical Association*, écrivait, le 29 janvier 1969—ce texte m'est tombé sous la main par hasard, alors que je feuilletais quelques publications—et je cite:

[Traduction]

Nous venons de recevoir un exemplaire de votre bill C-150 qui vise à modifier le Code criminel et nous tenons à vous féliciter de nouveau, vous et vos collègues, d'avoir présenté une mesure législative modifiant les dispositions du Code pénal relatives aux avortements thérapeutiques...

[Français]

Cette association compte 25,000 médecins canadiens, y compris ceux du Québec.

Or, il y a des médecins dissidents dans la province de Québec, comme partout ailleurs. Des 11 provinces, il y en a certaines qui rouspètent contre le gouvernement fédéral.

On retrouve la même chose dans le domaine de la médecine. On a mentionné l'interprétation de certains individus et moi je